

# FRANCOPHONIE

## LANGUE FRANÇAISE



Ce sera en juillet la **fête** du français à Québec *Page 2*



Bernard Cerquiglini défend la **diversité** linguistique universitaire *Page 3*



Parlant de langue, on ne peut être **neutre!** *Page 4*

CAHIER SPÉCIAL G › LE DEVOIR, LES SAMEDI 16 ET DIMANCHE 17 JUIN 2012

## Vers une nouvelle alliance francophone et francophile

### Le premier Forum mondial de la langue française se tiendra à Québec, du 2 au 6 juillet

Des membres francophones ou francophiles de la société civile en provenance de partout à travers le monde, dont une grande proportion de jeunes, convergeront vers Québec pour assister au premier Forum mondial de la langue française, au début juillet.

MARTINE LETARTE

« **C**e Forum est la place de la société civile et non celle de délégations officielles de pays », explique Michel Audet, commissaire général du Forum mondial de la langue française.

Des invitations ont été envoyées partout sur la planète à diverses organisations liées à la langue française pour bâtir la programmation.

« Nous sommes allés plus loin que les pays membres de la Francophonie. Nous avons lancé l'invitation à l'Alliance française, qui a des sites dans plusieurs pays du monde, où elle donne des cours de français. Nous avons lancé l'invitation aux ambassades, à l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), à l'Association internationale des maires francophones, etc. Nous avons ratissé très large », indique M. Audet, qui est l'ancien représentant au Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO.

Les invitations lancées ont été fructueuses. « Nous avons reçu 500 propositions d'entretiens de la société civile, indique Michel Audet. Nous en avons retenu une centaine, que nous avons regroupées dans près de 80 séances, où l'on retrouvera plus de 320 intervenants. On y retrouvera des universitaires, des membres d'associations de professeurs de français, des représentants du milieu politique, des gens des organisations non gouvernementales qui font la promotion de la langue française, des gens des chambres de commerce, etc. »

#### L'importance des jeunes

Les organisateurs du Forum mondial de la langue française attendent près de 1000 participants. « Ils proviennent de la société civile de plus de 100 pays. Beaucoup seront des jeunes. Nous avons l'espoir qu'au moins la moitié des participants soient âgés de 18 à 30 ans. Par exemple, l'AUF a sélectionné ses meilleurs boursiers, etc. On retrouvera des Sri-Lankais, des Palestiniens, des Israéliens, des Indiens, des Chinois, des Japonais, des Russes, beaucoup de jeunes des pays africains et d'ailleurs », précise Michel Audet.

Si les organisateurs du Forum ciblent à ce point les jeunes, c'est parce qu'ils considèrent que c'est par eux que se jouera l'avenir de la langue française dans le monde.

« La jeunesse doit s'approprier la langue française. Les jeunes doivent y trouver leur compte. Ils doivent voir un atout lié à la langue française dans leur vie personnelle et professionnelle. On veut donc entendre ces jeunes au Forum, qu'ils parlent de leurs craintes, de leurs ambitions, de leur passion pour l'apprentissage de la langue française et ses usages », affirme Michel Audet.

#### Le temps de se questionner

L'idée d'organiser le Forum mondial de la langue française est venue d'Abdou Diouf, secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie, au XIII<sup>e</sup> Sommet de la Francophonie, tenu à Montreux en octobre 2010.

« Il avait été interpellé d'abord par la sortie d'un rapport de l'Observatoire de la langue française qui faisait état de la situation dans le monde. C'était le premier ouvrage majeur et rigoureux du genre. Les projections démographiques indiquaient que, par rapport aux 215 millions de locuteurs français actuels dans le monde, il y en aurait plus de 600 millions en 2050 et que 85 % seraient sur le continent africain », raconte Michel Audet.

Cela signifie donc un changement d'équilibre politique au sein des pays francophones.

« Abdou Diouf a aussi remarqué », affirme M. Audet, que le rapport soulignait qu'on voyait arriver des millions de locuteurs français dans des pays émergents comme la Chine et l'Inde, ainsi que dans des pays comme la Grande-Bretagne et les États-Unis. Le français devient en fait l'apanage de l'ensemble des pays du monde. Il y a beaucoup d'ouverture à la langue française. »

Michel Audet raconte aussi que le secrétaire général de la Francophonie a regardé ce qui se fait dans d'autres familles linguistiques. « Il a vu notamment que, pour la langue espagnole, avec plus de 300 millions de locuteurs dans le monde, il y a une réflexion qui se fait tous les trois ans depuis 15 ans. On réfléchit à ce qu'est la langue espagnole aujourd'hui et à son avenir. Abdou Diouf a donc dit que la langue française ne devait pas être en reste et qu'on devait s'interroger sur son avenir. Très rapidement, le premier ministre Charest a levé le drapeau pour dire qu'il voulait accueillir le premier Forum », explique M. Audet, qui est entré en poste au début de 2011.

Il n'est pas surpris que le Québec accueille cet événement. « Le Québec, c'est le creuset de la vitalité de la langue française en Amérique. C'est un laboratoire vivant de cohabitation des langues », affirme-t-il.

#### Qu'en restera-t-il?

Michel Audet a pour ambition que le Forum mondial de la langue française réussisse à créer un nouveau mouvement mondial.

« J'aimerais voir naître une nouvelle alliance entre les membres de la société civile issus de partout dans le monde. J'aimerais que découlent de cette nouvelle alliance des projets concrets. J'aimerais même qu'on puisse dégager des ressources financières pour inciter le développement de projets concrets », affirme le commissaire général.

Michel Audet souhaite aussi que le Forum laisse des traces dans le Web.

« J'aimerais que la plateforme web continue d'être animée et alimentée après le Forum », affirme-t-il. Ça pourrait être fait par une organisation proche de l'Organisation internationale de la Francophonie. On regarde ça. Aussi, on travaillera avec l'Institut du Nouveau Monde, l'animateur principal du Forum, pour produire un document qui présentera les grands messages qui ont émergé des travaux et des différentes activités du Forum. »

Collaboratrice  
Le Devoir



NEWSCOM



SOURCE FORUM MONDIAL DE LA LANGUE FRANÇAISE  
Michel Audet, commissaire général du Forum mondial de la langue française

« Le Québec, c'est le creuset de la vitalité de la langue française en Amérique. C'est un laboratoire vivant de cohabitation des langues. »  
— Michel Audet

## LANGUE FRANÇAISE

QUATRE GRANDES THÉMATIQUES

## Ratisser large

« Nous avons décidé que l'économie serait au cœur du Forum »

Les grandes thématiques du Forum mondial de la langue française ont été choisies pour intéresser le peuple et pas seulement les spécialistes.

MARTINE LETARTE

Économie, culture, univers numérique et diversité culturelle sont les quatre grandes thématiques du Forum mondial de la langue française. « Ce sera un grand lieu de foisonnement d'idées », indique Michel Audet, commissaire général du Forum.

Le cœur de l'événement englobe l'économie, le travail et la formation. « Souvent, les rencontres de la Francophonie mettent l'accent sur les droits de l'homme, la paix, l'instauration de la démocratie, la culture, l'éducation. L'économie n'est pas nécessairement à l'ordre du jour. Toutefois, nous croyons que l'avenir de la langue française passera beaucoup par la place qu'on y fera dans l'économie mondiale. C'est pourquoi nous avons décidé que l'économie serait au cœur du Forum », affirme M. Audet.

Du 2 au 4 juillet se tiendra la Rencontre internationale de la Francophonie économique. « L'événement est organisé en collaboration avec les chambres de commerce francophones, précise M. Audet. Il y aura plus de 250 participants à cet événement. » Une table ronde sera aussi organisée avec des gens du monde scientifique pour discuter de la diffusion des connaissances dans le monde de l'enseignement en français.

Des rencontres entre différents réseaux de professionnels francophones se tiendront également. « Il y a des avantages à développer une pratique professionnelle en français et des manuels pratiques en français, plutôt que de faire des traductions », affirme M. Audet.

Les entrepreneurs ne seront pas laissés en reste. « De jeunes entrepreneurs seront présents, mais aussi des jeunes qui ont des idées pour se lancer dans l'entrepreneuriat », précise-t-il.

## Diversité linguistique

Le Forum mondial de la langue française a aussi pour grand thème la diversité linguistique. La situation est différente d'une région du monde à une autre. « Par exem-



CYRIL BAILLEUL ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE  
Michel Audet, commissaire général du Forum mondial de la langue française

ple, dans l'Union européenne, il y a plusieurs critiques en ce moment sur la façon de communiquer qui se fait en anglais », affirme Michel Audet.

En Amérique du Nord, la langue française cohabite avec une majorité linguistique anglaise. « Il y a une industrie culturelle assez hégémonique et assez unilingue. Un symposium est d'ailleurs organisé par l'Université de Moncton sur la question des minorités linguistiques », remarque M. Audet.

Dans les pays du Sud, il est plutôt question d'une cohabitation entre le français et les langues nationales. « Il y a un mouvement, en ce moment dans les pays du Sud, pour redonner la légitimité aux langues nationales. On veut que les jeunes puissent apprendre la langue de leur pays, mais aussi une grande langue centrale. Ça peut être le français, mais aussi l'anglais. Il faut être vigilant pour que le français continue de jouer un rôle important dans ces pays où il y a de grandes transformations linguistiques », affirme Michel Audet.

## Univers numérique

Une autre grande thématique est l'univers numérique. « La Rencontre internationale de la Francophonie économique abordera la question des médias sociaux pour faire des affaires. Cette thématique abordera aussi la question des nou-

velles technologies de l'information dans l'apprentissage », affirme Michel Audet.

La culture sera aussi très présente dans cette thématique. « On se questionnera sur l'impact du numérique sur la culture et sur la chaîne de création », indique M. Audet. On s'interrogera aussi sur les plateformes numériques pour faire valoir les œuvres francophones? »

## Référence culturelle

En plus de présenter plusieurs conférences sur le domaine culturel, le Forum mondial de la langue française organise plusieurs activités ouvertes au grand public. « Nous voulons donner un grand coup pour favoriser la mobilité Nord-Sud dans le domaine culturel de la Francophonie. On la voit encore peu, comparativement à la mobilité Est-Ouest », affirme M. Audet.

Trois spectacles avec des artistes francophones issus des différents continents seront présentés en soirée, au parc de la Francophonie, à Québec. Le 2 juillet sera consacré au slam avec Grand Corps malade, Queen Ka, Fabrice Koffy, Souleymane Diamanka, Samian et IVY. Le 3 juillet réunira la soprano Marie-Josée Lord, la basse Jacques-Greg Belobo et

Bruno Pelletier pour célébrer des incontournables du répertoire classique et populaire francophone. Le spectacle du 4 juillet sera animé par Elage Diouf, auteur, compositeur, interprète et ex-Colocs. On retrouvera sur scène Kareyce Fotso, originaire du Cameroun, Lynda Thalie, originaire de l'Algérie, Bélo, d'Haïti, et Didier Awadi, pionnier du rap en Afrique de l'Ouest.

Les 3, 4 et 5 juillet, le grand public sera invité à l'agora du Centre des congrès de Québec pour participer à différentes activités interactives et culturelles, organisées par différents acteurs de la Francophonie.

Par exemple, l'Office national du film (ONF) a préparé pour l'occasion une installation interactive baptisée Échos. « Nous voulions représenter l'attachement qu'a l'ONF pour la Francophonie et donner une image actuelle de la Francophonie de manière documentaire et interactive », explique Dominique Williams, producteur du projet, studio interactif de l'ONF, Programme français.

Douze cinéastes ont été interpellés dans douze pays de la Francophonie, aussi bien en Europe et en Amérique du Nord que dans les Caraïbes, en Afrique et au Proche-Orient. « L'idée, c'est de rendre hommage au français vivant, donc utilisé au jour le jour, dans ces différentes régions du monde. Le français est très différent, qu'on soit au Québec, en Acadie ou au Burkina Faso. On a voulu l'illustrer à travers huit émotions, comme la colère, la joie, la peur et l'amour, parce que c'est dans les émotions que les particularités régionales se manifestent le plus », explique M. Williams.

Chaque réalisateur s'est vu confier quelques émotions, pour un total de 24 petits films. Les spectateurs pourront choisir deux films sur une même émotion, qui seront diffusés simultanément sur un écran accordéon.

« Ce sera vraiment un français qui répond à un autre, précise le producteur. Les gens pourront aussi laisser leur trace en s'exprimant sur des émotions. Ce sera capté et diffusé sur des écrans sur place. On fera ensuite voyager l'installation. Nous avons déjà des demandes au Canada et à l'international. »

Collaboratrice  
Le Devoir

NORMES INTERNATIONALES

## Le français, ça s'impose!

« Il faut avoir un espace économique francophone dynamique »

Ce n'est un secret pour personne que l'utilisation du français dans les instances internationales est en recul. Mais ce qu'on sait moins, c'est que, pour contrer cette tendance, la francophonie s'organise. C'est ainsi que, à l'initiative du Québec et de la France, le Réseau normalisation et Francophonie a été créé en 2007. Celui-ci regroupe des organismes nationaux de normalisation et de promotion de la qualité en Europe, en Amérique du Nord et en Afrique.

CLAUDE LAFLEUR

« Le Réseau normalisation et francophonie a été mis sur pied pour donner une chance à la langue française, qui est en constante diminution dans les travaux internationaux », confirme Jacques Girard, président du Réseau normalisation et francophonie (RNF). C'est plus particulièrement le cas en matière de normalisation, où tout se passe maintenant en anglais. » Notons que M. Girard est également le directeur du Bureau de normalisation du Québec, l'instance qui s'occupe pour nous de la certification des produits, des processus, des services et des personnes, ainsi que de celle des systèmes de gestion de la qualité et environnementale, de même que de l'accréditation des laboratoires d'analyse.

Or, dans un monde de plus en plus mondialisé, l'élaboration de normes internationales revêt un caractère hautement stratégique.

« Lorsqu'on pense à la normalisation industrielle: la grosseur des boulons, la grandeur des fenêtres et des pièces de bois qui entrent dans la construction, etc. Mais il y a bien davantage », dit-il en mentionnant les normes qui régissent les services financiers ou le drainage agricole. Il y a aussi les normes concernant les bonnes pratiques de la part des ou-

vriers et artisans qui font des travaux et celles à caractère social touchant par exemple la conciliation travail-famille. De même, il y a des normes en santé en entreprise, sans oublier celles qui guident le commerce international, dont la salubrité des aliments.

Or, avant la mise en œuvre du Réseau normalisation et francophonie, « tout ce que nous avions, c'étaient des traductions françaises de documents, une fois ceux-ci terminés », observe M. Girard. La participation des francophones à l'élaboration des normes internationales était défailante... » Le réseau cherche donc à favoriser la participation des experts francophones aux travaux d'élaboration des normes internationales. « Nous

élaborons également des terminologies communes, ajoute-t-il, la normalisation contribuant de ce fait à l'enrichissement de la langue française. »

## Responsabilité sociétale

L'adoption de normes touche bien davantage que les activités du commerce. Jacques Girard cite ainsi l'exemple très stratégique des normes adoptées récemment en matière de responsabilité sociétale que devront respecter les entreprises en ce qui concerne le développement durable. « Tout au long des travaux d'élaboration de ces normes, les experts des pays francophones ont produit des documents qui ont alimenté le

VOIR PAGE G 3 : RÉSEAU

fierté affirmation expertise solidarité modernité créativité  
dynamisme langue française entraide art  
culture réflexion jeunesse ART entraide art  
solidarité modernité valorisation société  
implication modernité valorisation société  
SOCIÉTÉ modernité valorisation société  
valorisation modernité valorisation société  
avenir affirmation engagement CREATIVITE technologie cohésion  
solidarité valorisation engagement CREATIVITE technologie cohésion  
identité coopération beauté implication avenir art  
entre technologie parole technologie cohésion art  
art cohésion richesse communauté parole valorisation  
diversité entreprise identité implication avenir art  
culture créativité reconnaissance langue française solidarité  
engagement société avenir art entraide langue française solidarité  
dynamisme langage beauté modernité parole  
ir développement

# Le Québec en action avec la Francophonie

Vivre, parler, apprendre, travailler et s'épanouir en français.  
La langue française, au cœur du développement de la société québécoise.

Québec

## LANGUE FRANÇAISE

UNIVERSITÉ

## L'AUF fait la promotion de la diversité linguistique

« L'idée que la science doit s'exprimer dans une langue unique est une idée d'ores et déjà désuète »

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) se place à la tête d'un mouvement prônant le plurilinguisme dans la recherche et la diversité des modèles universitaires. Entretien avec son recteur, le passionné linguiste Bernard Cerquiglini.

ÉTIENNE PLAMONDON ÉMOND

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) va se saisir de la question du classement des universités, confie son recteur, Bernard Cerquiglini, lors d'une entrevue téléphonique qu'il accorde à *Le Devoir* depuis Paris. Des colloques, des débats et des discussions seront organisés par l'AUF autour de ce thème durant la prochaine année. Le sujet est aussi susceptible de surgir lors de l'événement « La recherche et sa diffusion en français », auquel participera M. Cerquiglini le 3 juillet prochain, dans le cadre du Forum de la langue française, à Québec.

« Une université doit s'évaluer, mais est-ce que, pour cela, il faut prendre les critères de Shanghai? », demande le recteur de l'AUF, en réaction à ce classement mondial réalisé par l'Université Jiao Tong et édifié en référence. Dans ce palmarès annuel, les universités francophones se retrouvent généralement en mauvaise posture. En 2011, les 20 premières positions étaient l'apanage d'universités étasuniennes et britanniques.

## Contre Shanghai

« Qu'est-ce qu'une bonne université? C'est une université qui rend aussi service à son pays. Quand vous regardez les critères du classement de Shan-

ghai, ils sont à pleurer », manifeste M. Cerquiglini. Parmi ces critères, on retrouve le nombre de professeurs, de chercheurs ou d'anciens étudiants ayant reçu un prix Nobel.

Mais surtout, dans ce classement, une portion importante de la note se base sur le nombre d'articles publiés et référencés dans les revues scientifiques. Or, depuis un bon moment déjà, l'AUF mène une lutte contre la tendance de la majorité des bases de données à se cantonner aux publications rédigées dans la langue de Shakespeare. Une façon de faire qui limite le rayonnement international des articles publiés en français. « Le gros combat, c'est l'indexation, car, et c'est injuste, les grandes bases de données ne tiennent compte que des revues anglophones. Ces bases de données sont souvent étasuniennes. Or il y a du savoir qui se publie dans d'autres langues. En français, en particulier, mais aussi en mandarin, en japonais... », souligne-t-il, car l'AUF fait la promotion de la diversité linguistique. « La communauté scientifique de langue anglaise utilise l'anglais. Point. [À l'AUF], nous utilisons non seulement le français, mais les valeurs associées au français. Et, parmi ces valeurs, il y a la solidarité, l'aide et la diversité », dit le linguiste, auteur du livre *Une langue orpheline* et animateur des capsules *Merci professeur!* sur les ondes de TV5-Monde.



Bernard Cerquiglini, recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF)

Optimiste, M. Cerquiglini assure que la dynamique a évolué dans les dernières années et que l'anglais voit son monopole s'effriter dans les milieux de la recherche. « L'idée que la science doit s'exprimer dans une langue unique est une idée d'ores et déjà désuète, insiste-t-il. L'idée des années 60 — parlons tous anglais, on se comprendra et on fera de la science ensemble — ne tient plus, parce qu'elle a vieilli. On a vu qu'elle était toujours limitée, pauvre, faible et réductrice. »

## Internet change la donne

Internet a changé la donne avec ses outils facilitant la traduction et la compréhension de textes en langues étrangères. « Je me rappelle l'époque où on disait d'Internet que c'était le cheval de Troie de

ses responsables que, « with English, you are worldly isolated », raconte-t-il, tout juste avant d'ajouter: « Je le pense. L'anglais constitue une communauté scientifique internationale qui finit par être complètement fermée sur elle-même. »

L'AUF intègre à son réseau des établissements membres présents dans 98 pays, de l'Inde au Vietnam en passant par le Brésil. Le dernier conseil associatif, qui s'est tenu à Moncton le 24 mai dernier, a vu l'adhésion à l'AUF de nouvelles universités du Japon, de la Bolivie, du Chili et de la Chine. « Je ne suis pas allé les chercher. Elles frappent à notre porte », évoque-t-il comme preuve que les milieux universitaires du monde voient la nécessité d'ajouter à leur arc d'autres langues que l'anglais.

Bref, la vapeur est en train de se renverser, mais M. Cerquiglini souhaite que, dans la Francophonie, les « États assument leurs responsabilités » en soutenant et en valorisant les publications scientifiques francophones. Il signale, du même coup, que la bataille pour la place du français dans la recherche ne passe pas seulement par les rédactions. « Il faut rappeler que les colloques doivent être plurilingues », affirme-t-il, afin que les chercheurs puissent mieux débattre dans la langue qu'ils maîtrisent le mieux. Même constat pour la vie quotidienne dans les laboratoires, qui devrait, selon lui, se vivre en français au Québec comme en France. « C'est anormal que des savants, et même souvent des savants qui ont la même langue maternelle, communiquent dans

une langue artificielle. Il faut rappeler que la production du sens, elle passe par la langue maternelle. »

## Financement

Bernard Cerquiglini est bien à l'affût des polémiques québécoises sur le financement des universités. À chacune de ses visites au siège de l'AUF, à Montréal, « il y a des manifs qui passent devant mon bureau », témoigne-t-il. Sans se mêler de la politique des États ou des recteurs, l'AUF mettra le sujet sur la table. « Tous les recteurs que je rencontre, au Québec, en Belgique, en Afrique, se posent la question du financement des universités. Et, donc, nous allons lancer, à la manière de l'AUF, des débats, des discussions, des colloques là-dessus. » Bernard Cerquiglini annonce que, lors de la 16<sup>e</sup> assemblée générale de l'AUF, prévue en mai 2013 à São Paulo, au Brésil, une table ronde sera dédiée aux questions des sources de financement et de la proportion de la contribution des étudiants.

Chez les 784 établissements d'enseignement supérieur membres de son réseau, les modes de financement varient énormément. « La diversité francophone fait qu'il y a plusieurs modèles et qu'il faut les faire apparaître, les tester. Éventuellement, je rêve d'une publication là-dessus, qui dirait: "Voilà les types de financement, avec leurs avantages et leurs inconvénients". »

Collaborateur



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

## RÉSEAU

SUIITE DE LA PAGE G 2

comité chargé d'établir ces normes », dit-il avec satisfaction. Bien que le Réseau existe depuis cinq ans, son président n'a nullement la prétention d'avoir renversé la tendance au déclin de l'utilisation du français sur la scène internationale. « Toutefois, je dirais que l'Organisation internationale de normalisation est désormais beaucoup plus sensible à la publication de documents en français, observe-t-il. Je vous dirais aussi que le secrétaire général et son personnel sont désormais très sensibles à l'existence d'une communauté francophone bien établie et qui s'attend à avoir des services dans sa langue. »

En outre, il se fait bien davantage de formation en langue française maintenant pour les francophones. « Au paravant, souligne M. Girard, c'était peut-être 1 % de la formation qui pouvait se faire en français — et souvent avec des documents anglais — alors que, maintenant, la documen-

tation est disponible en français et les formations se font en français un peu partout, ce qui est très apprécié. »

## Un espace économique profitable

À ses yeux, le Forum de la langue française importe beaucoup, puisque, dit-il, « il montre la vivacité et la vitalité de la langue française à travers le monde ». Ce Forum pourrait même marquer une certaine évolution dans la francophonie. « On perçoit souvent l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) comme un organisme principalement voué aux questions culturelles, dit-il. De notre côté, nous cherchons à ajouter un volet économique, puisque les normes sont au cœur des échanges économiques. »

Dans le cadre du Forum, ses collègues et lui participeront à deux ateliers qui traiteront principalement du rôle des réseaux de professionnels. « L'OIF se préoccupe désormais davantage des associations professionnelles francophones, les avocats, les comptables, les arpenteurs-géomètres, les infirmiers et infirmières, indique

Jacques Girard. Et c'est là un volet très intéressant car, puisque ces gens-là exercent souvent des professions payantes, pourquoi ne pas constituer un espace francophone favorable à la mobilité de la main-d'œuvre? », demande-t-il.

C'est ainsi que, dans le cadre du Forum de la langue française, on tentera de faire progresser l'idée d'un espace économique francophone pour la jeunesse. « Nous pensons que ce volet est important pour la survie de l'espace francophone, indique M. Girard. Il faut que la Francophonie organise une forme d'échanges économiques, un peu comme cela se fait au sein du Commonwealth, justement un lieu d'échanges économiques. Nous estimons qu'il faut qu'il y ait des dossiers à caractère économique au sein de l'OIF pour intéresser les gens d'affaires et les jeunes, et montrer comment on peut travailler en français et vivre en français. Il faut avoir un espace économique francophone dynamique si on veut que la Francophonie se développe. »

Collaborateur Le Devoir



## RÉUSSIR DANS LA FRANCOPHONIE

Première université francophone en Amérique, l'Université Laval joue un rôle central dans la diffusion des connaissances et de l'innovation en langue française.

Tourné vers le monde, notre campus accueille des milliers d'étudiants issus des pays de la francophonie et favorise chaque année la mobilité étudiante grâce à de nombreux projets de coopération internationale.

Notre héritage se perpétue et notre vision d'avenir porte ses fruits.

ulaval.ca



# LANGUE FRANÇAISE

## ÉVOLUTION DU FRANÇAIS

# La Base de données lexicographiques panfrancophone a vu le jour en 2004

« Nous avons mis en place une vingtaine d'équipes dans plusieurs pays francophones »

Au cours des siècles, la langue française a évolué. Et cette évolution ne s'est pas limitée au seul territoire de la France. En effet, le français s'est enrichi grâce à ses locuteurs vivant dans d'autres contrées du globe.

PIERRE VALLÉE

C'est la diversité du français qu'abordera Claude Poirier, professeur de linguistique à l'Université Laval et ex-directeur du Trésor de la langue française au Québec, lors de l'activité qu'il animera dans le cadre du Forum mondial de la langue française.

Dans un article publié en 2005 dans la *Revue de linguistique romane*, Claude Poirier avance que le français est encore trop souvent perçu comme une réalité homogène dont seuls les dictionnaires français, c'est-à-dire parisiens, seraient en mesure de définir les contours et l'usage. « Cette vision parisienne du français est telle, explique-t-il, que, lorsque nous avons publié le Dictionnaire du français québécois en 1975, les linguistes français étaient étonnés qu'on puisse même faire un dictionnaire hors de Paris. »

Depuis ce temps, les dictionnaires de référence, comme *Le Petit Robert* et *Le Petit Larousse illustré*, ont ouvert leurs

pages à certains mots provenant de régions francophones autres que la France. « Mais c'est nettement insuffisant. On compte, dans *Le Petit Larousse*, seulement 500 mots qui proviennent du Québec. J'ai essayé à plusieurs reprises de convaincre les auteurs de ces dictionnaires d'en ajouter davantage, mais le processus est long et difficile. »

### Collégialité

C'est afin de corriger cet état de fait que plusieurs linguistes ont choisi de collaborer pour mettre au point un nouvel outil lexicographique entièrement voué à la diversité du français. Il s'agit de la Base de données lexicographiques panfrancophone (BDLP). Cette base de données informatique a vu le jour en 2004 et sa direction est assumée par le Trésor de la langue française au Québec, de l'Université Laval.

« L'objectif de la BDLP est de fournir aux locuteurs français un outil de référence linguistique et culturel. Notre ambition est de recenser tous les



BORIS HORVAT AGENCE FRANCE-PRESSE

Le français est encore trop souvent perçu comme une réalité homogène dont seuls les dictionnaires parisiens seraient en mesure de définir les contours et l'usage, selon Claude Poirier.

mots français ou leurs emplois qui ne figurent pas dans les dictionnaires de référence. »

Le fonctionnement de la BDLP est surtout collégial. « Nous avons mis en place une vingtaine d'équipes dans plusieurs pays francophones. Par exemple, en Amérique, nous avons trois équipes: une au Québec, une autre en Acadie et même une en Louisiane. Nous avons évidemment des équipes dans les pays francophones de l'Europe, mais aussi des équipes dans plusieurs pays africains. Nous avons même des équipes dans les Antilles et une au Madagascar. Ce sont d'abord ces équipes locales qui font l'inventaire des mots. Ensuite, l'équipe à Québec filtre et fait les vérifications avant de mettre en ligne une nouvelle entrée. » Les entrées de la BDLP sont

de deux ordres. Il y a d'abord les mots qui ne figurent pas dans les dictionnaires de référence mais qui sont utilisés, parfois tous les jours, dans certaines régions ou dans certains pays. Un exemple de ce type d'entrée est le mot « abacost », qui désigne, dans certains pays africains, un costume dont la veste présente un revers sans col. « Le mot « abacost » est apparu dans l'ancien Zaïre et il est une contraction de l'expression « à bas le costume ». Il fait référence au choix des Zaïrois de cette époque d'abandonner le port du costume européen. »

L'autre ordre d'entrée qu'on retrouve dans la BDLP concerne les mots qui figurent dans les dictionnaires de référence mais dont l'emploi a évolué ou varié selon la région.

Un bel exemple est le mot « taille ». « Au départ, « taille » est un mot spécialisé de la botanique qui désigne une pousse naissante, à la base de la tige principale d'une graminée. Il a connu une première évolution en France, lorsque son emploi s'est élargi pour inclure une touffe d'herbes ou de branches. Au Québec, il a encore évolué pour désigner un groupe de végétaux, comme une taille d'épines, et pour ensuite désigner un groupe d'arbustes donnant de petits fruits, comme une taille de bleuets. On lui a même donné un sens figuratif, comme dans l'expression « une taille de filles ou de garçons ». On a même inventé au Québec l'expression « ne viens pas jouer dans ma taille ». »

La BDLP permet donc à son utilisateur de connaître de nouveaux mots français et leurs usages, tout comme elle permet de distinguer les divers emplois d'un même mot. Elle permet aussi à son utilisateur d'avoir accès à une variété de mots décrivant une même réalité. Par exemple, pour désigner une accumulation de neige, le francophone a le choix entre « congère », « banc de neige », « bande », « gonfle », « menée », « roue de neige », « roule de

neige », « rouleau » et « roulis », selon le pays ou les régions.

La diversité du français y est donc bien représentée. « La BDLP contient présentement plus de 20 000 entrées et pourrait en contenir bien davantage. On pourrait facilement aller jusqu'à 100 000 entrées, soit plus que ce que contient présentement *Le Petit Robert*. Il y a plus de mots français qui existent et qui sont utilisés que ceux qui figurent dans les dictionnaires de référence. »

Mais, ce qui retarde ce recensement, c'est le manque de moyens financiers. Si la BDLP a pu compter sur le soutien financier de l'Agence universitaire de la Francophonie et du gouvernement du Québec pour sa création, elle ne reçoit présentement aucune aide financière pour son fonctionnement. « Non seulement nos équipes travaillent bénévolement, mais, faute d'argent, il nous est impossible de former de nouvelles équipes dans d'autres régions francophones. » Les curieux et les amateurs de français peuvent consulter sans frais la BDLP à l'adresse Internet suivante: [www.bdlp.org](http://www.bdlp.org).

Collaborateur  
Le Devoir

## FÉMINISATION

# On ne peut être neutre!

La règle traditionnelle date du XVII<sup>e</sup> siècle

Au Québec, au début des années 1980, l'Office québécois de la langue française (OQLF) lance les bases des règles de féminisation des titres et des fonctions. Malheureusement, 30 ans plus tard, la guerre n'est toujours pas gagnée et quelques batailles doivent encore être livrées, mais on doit admettre qu'on voit de moins en moins de ces imprononçables « directeur-trice » et « chanteur-teuse ».

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Lors d'une table ronde axée sur le thème de la féminisation de la langue, des spécialistes du Québec, de l'Europe et de l'Afrique dresseront un état des lieux à propos de cette notion à géométrie variable. Louise-Laurence Larivière participera activement à la discussion, puisque le sujet la passionne. M<sup>me</sup> Larivière enseigne au Département de linguistique et de traduction de l'Université de Montréal. En 2000, elle publie chez Boréal un pamphlet portant le titre, ambivalent à dessein, de *Pourquoi en finir avec la féminisation linguistique*. Cette linguiste à la plume aguisée propose de relancer le débat en s'appuyant sur des considérations strictement linguistiques.

### Réalisme

Quand on parle de féminiser la langue, c'est, à l'origine, pour décrire une réalité: sur le marché du travail, les femmes accèdent à des fonctions, il faut donc leur donner des titres féminins, des titres professionnels. « Dans ma démarche, je suis allée beaucoup plus loin en englobant toute la question du genre grammatical. On ne doit pas faire de la féminisation une discipline à part, mais l'inclure dans le traitement général du genre grammatical », explique Louise Larivière.

À la fin des années 1970, au Québec, les réticences ont été nombreuses, et même de la part de certaines féministes. Aujourd'hui, on n'écorche les oreilles de personne en prononçant « la ministre » ou « la présidente ». Pourtant, à l'occasion, quelques préjugés ont encore droit de cité. On pense au suffixe « euse » que certains invoquent contre la féminisation en le qualifiant de péjoratif: « Oui, on dit bien « une niaiseuse », « une tétuse », mais ce n'est pas le suffixe qui est péjoratif, c'est le mot au complet! » Louise Larivière ne compte plus les fois où elle a entendu: « On ne peut pas utiliser le mot « amatrice » parce qu'il contient le mot « matrice ». Je réponds: peut-on utiliser le mot « culture » malgré son préfixe? Quand on me dit qu'on ne veut pas être qualifiée d'« écrivaine » parce qu'il contient « vaine », on oublie que le masculin contient aussi le mot « vain ». »

En général, ces arguments n'ont plus cours. À l'inverse, certaines voix s'élèvent afin de marquer plus encore une présence féminine grammaticale. Un récent avis linguistique de l'OQLF propose de remettre en application ce qu'on appelle les règles d'agencement: « La règle traditionnelle veut un accord au masculin, cette règle date du XVII<sup>e</sup> siècle. Pourtant, avant cette époque, on faisait l'accord avec le mot le plus près », rappelle M<sup>me</sup> Larivière. Ce

qui donne: « des travailleurs et des travailleuses manuelles ». On assiste effectivement, au XVII<sup>e</sup> siècle, à une véritable révolution de la langue française. On crée l'Académie française, on rédige des grammaires et des dictionnaires, on a voulu codifier la langue. « Lorsque les deux genres se rencontrent, il faut que le plus noble l'emporte », écrivait en 1676 le père Dominique Bouhours, grammairien et historien. « Cette règle ne nous semble pas très grammaticale ni très objective », lance en riant Louise Larivière.

Un des arguments contre la féminisation qu'on entend encore de nos jours, c'est celui qui veut qu'un texte employant le masculin et le féminin soit trop lourd. Pour contrer cette prétendue lourdeur, plusieurs auteurs ont recourus à des mots dits épiciens, soit des mots qui s'écrivent de la même manière au masculin et au féminin: « enfant », « greffe », « élève », « garde »... Cette écriture asexuée « n'enlève rien à la féminisation, on peut très bien dire « le corps professoral » plutôt que « les professeurs et les professeuses ». S'il est vrai que cette fameuse juxtaposition du masculin et du féminin était au départ réservée aux textes administratifs, elle aurait tendance à s'infiltrer tout naturellement dans les textes plus courants, où on constate parfois, « dans les journaux ou les publicités, tant à l'écrit qu'à l'oral, des exemples à la radio comme « chers auditeurs, chères auditrices », « les enseignants, les enseignantes », on l'entend et on le lit... », nous dit Louise Larivière.

On pourrait penser que ce débat sur la féminisation concerne uniquement la langue française et que l'anglais, ne possédant pas de véritable genre grammatical, est à l'abri de ce genre de contentieux. « Tout a commencé aux États-Unis, où, en 1975, le ministère du Travail indifférait les termes de genre. C'est là que sont apparus les « firefighters » au lieu des « firemen » et les « police officers » en lieu et place des « policemen ». Le Canada a alors emboîté le pas en adoptant la dénomination de « flight attendant », mais, comme on est un pays bilingue, il a fallu traduire ce terme, qui est devenu « agent de bord », et c'est l'OQLF qui a exigé qu'on parle aussi d'« agente de bord », rappelle Louise Larivière. Comme quoi, parfois c'est en essayant de bien faire qu'on se met un pied dans la bouche.

Louise-Laurence Larivière est une battante et, tout en admettant que la situation s'est grandement améliorée au Québec, elle ajoute que certains champs sont encore à explorer: « À mon avis, on utilise encore trop souvent le masculin générique (« les droits de l'homme » plutôt que « les droits de la personne ») et on voit encore trop la forme tronquée, qui est pourtant illisible. L'autre grande bataille est l'accord de proximité ou règle d'agencement. C'est une règle neutre, on ne prend pas position pour un genre ou pour l'autre, et ceux qui ne voudront pas utiliser « les travailleuses et les travailleuses manuelles » n'auront qu'à utiliser « les travailleuses et les travailleurs manuels ». Ainsi, on satisfera à la fois à la règle traditionnelle et à la règle de proximité! »

Collaboratrice  
Le Devoir

# Pour l'égalité des genres

« Madame l'inspecteur général » décrit la situation camerounaise

Si le sujet de la féminisation nous anime depuis quelques décennies et que nous avons fait de grands pas vers une représentation égalitaire du masculin et du féminin dans la langue québécoise, on peut affirmer qu'il en est tout autrement dans d'autres parties du monde. Marcelline Nomo Zanga nous dresse un portrait de la féminisation de la langue au Cameroun.

MARIE-HÉLÈNE ALARIE

Marcelline Nomo Zanga est une féministe engagée, elle est présidente de l'Association des femmes enseignantes du supérieur et spécialiste de la littérature et de l'écriture féministes. Elle enseigne à la Faculté des arts, lettres et sciences humaines de l'Université de Yaoundé-I, au Cameroun, et elle occupe aussi la fonction d'inspectrice générale des affaires académiques au ministère de l'Enseignement supérieur du Cameroun... Mais peut-être devrions-nous plutôt dire qu'elle occupe le poste d'inspecteur général...

« De manière tacite, l'administration camerounaise opte généralement pour la neutralité des titres, grades, fonctions et noms de métier, dans le cadre de l'usage officiel. Par conséquent, les titres administratifs sont tous au masculin. On dit: Madame le ministre, Madame le secrétaire d'État, Madame le recteur, Madame l'inspecteur général, Madame le directeur, Madame le chef de division, Madame le chef de service, Madame le chargé d'études. Et, pour ce qui des grades, on dit: Madame le professeur, le maître de conférences, Madame le chargé de cours, Madame l'assistant », dira M<sup>me</sup> Zanga. Au Cameroun, aucune loi n'encadre la féminisation de la langue et, sans un cadre législatif précis, on s'en tient aux normes édictées par l'Académie française et les textes connexes, tels que les dictionnaires, les encyclopédies et les ouvrages de grammaire.

### Égalité des genres

Pourtant, des groupes de femmes appuient une réforme de la grammaire qui reconnaîtrait l'égalité des genres. Parmi les lobbys et les associations qui militent pour la féminisation des noms en général, des titres de grade et de fonction, on peut citer l'Association des femmes enseignantes du supérieur (AFESUP); le Cercle de recherche international sur la femme africaine (CREIFA), le réseau More Women in Politics, ainsi que l'Association camerounaise des femmes juristes (ACAFEJ)...

Chacun de ces groupes « estime que la féminisation du titre a un caractère éducatif par rapport aux mentalités patriarcales et phallogocentriques qu'il faut faire évoluer. La logique de leur position est qu'il faut rendre visibles les femmes dans leurs nouvelles attributions, titres, fonctions et grades, qui sont autant de distinctions acquises au cours de l'histoire, parfois au prix de luttes de revendications fort légitimes. Cette position n'a rien de sexiste au sens négatif du terme, puisqu'elle vise simplement à établir dans les faits le nouveau statut des femmes. Par ailleurs, la féminisation relève d'un usage générique qui

est consigné dans la grammaire française, qui prescrit que tout nom a un féminin, à quelques exceptions près, qui échappent à la règle », explique Marcelline Nomo Zanga.

Mais, même sans militantisme ou féminisme déraisonnable, « il est important de noter que les universitaires et les femmes de la société civile au Cameroun n'ont pas manqué de relever des dysfonctionnements dans les règles régissant certains accords grammaticaux. Certains titres, à l'instar de « Madame le professeur », « chère professeur », sont clairement en violation de la norme liée à la règle de l'accord grammatical. Il y a un mélange insolite du masculin et du féminin dans ces appellations qui pèchent par leur agrammaticalité. »

De plus, la féminisation dans les faits ne serait que le miroir de la société camerounaise, puisque « l'usage de la féminisation permet de voir l'évolution de la société dans le sens de la démocratisation des rôles et métiers, dont certains étaient la chasse gardée des hommes ».

Lentement, l'idée de la féminisation fait son chemin, et, aujourd'hui, « on peut dire qu'[elle] est passée très timidement dans l'usage courant au sein de l'opinion publique, qui, néanmoins, manifeste quelques réticences à ce phénomène, dont la nouveauté heurte la sensibilité africaine », dit M<sup>me</sup> Zanga, qui ajoute que « la majorité des Camerounais considèrent que la féminisation des titres, grades et fonctions est un phénomène propre aux « intellectuelles acculturées, qualifiées de pro-occidentales et de féministes » au sens le plus péjoratif du terme, à savoir que ces femmes veulent renier leurs origines et imiter les autres cultures dans leur course qui fait fi des valeurs traditionnelles. L'administration camerounaise, en particulier, adopte la neutralité des titres et considère comme épiciens les noms, titres, fonctions et grades. Cela ne va pas sans contradiction avec la règle grammaticale qui postule deux genres pour le français, à savoir: le masculin et le féminin. »

En conclusion, Marcelline Nomo Zanga formule un souhait: « La langue est le meilleur véhicule de l'évolution des peuples et de leurs institutions. Au moment où les peuples du monde vibrent au rythme de la mondialisation, de la parité et de la démocratisation, il serait anachronique de voir la langue rester figée et muette par rapport à ces mutations historiques qui illustrent des avancées significatives pour le destin de l'humanité. On ose espérer que les gouvernements, sous l'impulsion de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), vont s'engager et contribuer efficacement à la promotion de l'égalité entre les deux sexes, comme cela apparaît dans la Déclaration du Luxembourg (Première Conférence des femmes de la Francophonie à Luxembourg — 2000). Une telle prise de position implique un parti pris positif pour que l'évolution de la langue épouse la dynamique de l'évolution du monde, conformément aux engagements pris à Pékin, et qui constituent les objectifs majeurs pour la Francophonie et les Nations unies. Parmi ces engagements, l'OIF avait reçu le mandat de proposer une terminologie française commune en matière d'égalité des femmes et des hommes et de droits des femmes. »

Collaboratrice  
Le Devoir

## LANGUE FRANÇAISE

## Pourquoi choisir le français ?

Non, tout ne va pas bien dans le meilleur des mondes dans l'aire de la francophonie. Et, non, il ne suffit pas de dire haut et fort qu'on a une langue en partage pour que tous les problèmes, toutes les tensions linguistiques se règlent d'un coup de baguette magique.

HÉLÈNE ROULOT-GANZMANN

De jeunes chercheurs en histoire, en linguistique, en sociologie, etc., se penchent chaque mois à Paris sur les tensions « françaises » lors d'un séminaire intitulé « Créer et diffuser en francophonie » et organisé par l'association francophonie-ens. À des questions, ils tenteront d'apporter des réponses lors d'une conférence-débat qui se tiendra le 3 juillet, au Forum mondial de la langue française, à Québec.

« Avec la notion de langue en partage, la définition politique de "francophonie" donne l'idée d'un monde linguistique pacifié, exprime Tristan Leperlier, ancien élève de l'École normale supérieure (ENS), thésard en sociologie de la littérature algérienne des années 1990 à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et président de l'association francophonie-ens depuis sa création, en 2009. C'est une sorte de mystification politique. « En tant que chercheurs, on ne peut pas se permettre de dire que le monde est très beau en francophonie et que tout le monde est égal. Il faut comprendre les rapports de force et de domination qui passent par la langue. Il ne faut pas nier les différences fondamentales du rapport au français selon qu'on est en France, où le français est largement dominant, au Québec, où les rapports sont beaucoup plus complexes, en particulier avec l'anglais, ou encore dans la plupart des anciens pays colonisés, où la langue française permet d'asseoir sa domination, et même dans les États réputés non francophones, comme le Brésil, où c'est très intéressant là encore, puisque le français est une langue de distinction. »

## Français ou francophone ?

Le français comme choix, ou pourquoi, à l'époque de la mondialisation, alors que les frontières linguistiques sont poreuses, choisir de parler, de communiquer, d'écrire en français, plutôt qu'en anglais, en créole ou en ouolof ? « L'idée à la base de l'association francophonie-ens, c'était un problème de définition de ce qu'est la francophonie, en réaction à une position dominante en littérature, qui dit que c'est ce qui est écrit en français mais qui n'est pas français, explique Tristan Leperlier. Prout ne serait donc pas un écrivain francophone... Ça nous paraît très dommageable, d'autant que ça reproduit un modèle postcolonial et qu'on peut très bien imaginer les représentations idéologiques qui se cachent derrière lui. Par exemple, Césaire est considéré comme un écrivain francophone et non français dans les librairies et par les anthologies, ce qui signifie "pas vraiment français". Et je ne vous parle même pas de la littérature québécoise, qui, elle, n'est pas française et ne bénéficie pas de l'avantage de l'exotisme des littératures des anciens pays colonisés... »

Alors, si un auteur francophone sera toujours considéré en France comme un sous-auteur français, qu'est-ce qui détermine le choix d'aller vers le français ? « Le débat est vif en Haïti, estime Ombeline de Saint-Louvent, titulaire d'une maîtrise en littérature haïtienne à l'Université Sorbonne nouvelle, à Paris, et qui prépare un Ph. D. à l'Université Duke toujours sur cette même thématique. Nous avons là-bas une bonne représentation d'une certaine image du multilinguisme caribéen. [...] Le français reste la langue de l'administration et de la littérature, le créole étant principalement parlé. Mais certains linguistes voient une menace planer sur le français, au profit de l'anglais, parce qu'il y a une forte diaspora installée aux États-Unis, qu'elle est très influente puisqu'il s'agit de la première entrée de capitaux. [...] Et puis, l'approche de l'anglais est peut-être décomplexée par rapport au français, qui symbolise des tensions sociales. Bref, est-ce qu'il faut passer à l'anglais parce que c'est une occasion et que c'est plus simple, ou est-ce qu'il faut rester fidèle au français parce que c'est la langue de notre patrimoine littéraire, de notre histoire, parce que c'est aussi une particularité et une valeur ajoutée dans l'aire américaine ? La question se pose. »

## Paris, toujours Paris !

Même questionnement en Algérie où, dans la littérature, les jeunes générations auraient de plus en plus tendance à choisir la langue arabe. « Le français garde encore une position dominante et on le voit notamment au niveau des traductions, estime Tristan Leperlier. Il y en a beaucoup plus de l'arabe vers le français que l'inverse. Prenez quelqu'un comme le grand écrivain arabophone Tahar Ouettar : il a été reconnu par l'intelligentsia arabophone lorsqu'il a été traduit en français et qu'il a été reconnu par l'intelligentsia francophone ! Paris a encore une position de surplomb sur le Maghreb, mais c'est peut-être en train d'évoluer, notamment parce qu'il y a maintenant des prix littéraires importants reconnus dans tout le monde arabophone. »

Mais aussi parce qu'il commence, tout doucement, à y avoir d'autres pôles d'attraction francophones, au niveau de l'édition par exemple. Montréal en est un, qui signe de plus en plus de coéditions avec des auteurs et des éditeurs de l'Afrique noire et du Maghreb. Ainsi, la consécration littéraire ne passerait peut-être plus uniquement par le filtre élitiste et snob de Paris. Il faut sans doute y voir une piste de solution pour éviter que les auteurs ne délaissent le français pour l'anglais ou pour leur deuxième langue nationale, voire locale. « D'autant qu'en Haïti, ajoute Ombeline de Saint-Louvent, la tendance est à un retour à la langue française pure. Si, au début du xx<sup>e</sup> siècle, en plein mouvement de la négritude, les auteurs ont cherché à créer une littérature distincte et à colorer leur langue en la créolisant, ils se sont aujourd'hui affranchis de cela. »

Collaboratrice  
Le Devoir



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

« La langue est le facteur culturel par excellence et l'instrument premier de socialisation à travers lequel on comprend le monde », souligne Jean Tardif.

## MONDIALISATION CULTURELLE

## « Le langage comme l'humanité n'existent qu'au pluriel »

## L'avenir d'une langue passe par son utilité dans les secteurs d'avenir

CAROLINE RODGERS

Jean Tardif, délégué général de l'association internationale PlanetAgora et auteur du livre *Les enjeux de la mondialisation culturelle*, anime une table ronde sur les enjeux linguistiques à l'ère de la mondialisation, au Forum mondial de la langue française. Il a exposé au *Devoir* son analyse de ces enjeux.

## Comment définissez-vous la mondialisation culturelle ?

« C'est la mise en présence intensive et en concurrence, comme jamais auparavant, des valeurs, des visions du monde, des modes de vie, dont les différences deviennent immédiatement perceptibles et acquièrent une importance nouvelle. Ce qui importe, pour moi, dans la culture réside dans sa fonction sociale et politique. C'est le système symbolique, vivant et évolutif qui constitue un groupe social, le distingue des autres et définit son rapport avec le monde. Ce qui distingue une société d'un troupeau, c'est la culture. Elle agit comme une matrice dans laquelle un individu construit son identité comme être social. La mondialisation modifie de façon radicale les conditions d'interaction des cultures. »

## Quels sont les enjeux linguistiques dans ce contexte de mondialisation culturelle ?

« La langue est le facteur culturel par excellence et l'instrument premier de socialisation à travers lequel on comprend le monde. En marginalisant une langue, on affecte la capacité de socialisation d'une culture. La diffusion d'une langue ne tient pas au fait qu'elle soit meilleure qu'une autre. Sa propagation suit plutôt la puissance : jadis le latin, plus tard le français, aujourd'hui l'anglais. On voit apparaître, avec la mondialisation culturelle, un système hiérarchisé des langues qui correspond à la hiérarchie de la puissance. Ce système marginalise de plus en plus de langues, y compris des langues importantes comme l'italien ou le néerlandais. Or la puissance ne tient pas qu'à la force des armes, mais aussi à la capacité de conquérir les esprits et les cœurs. À cet égard, l'hyperpuissance américaine reste dominante. Pour perpétuer leur puissance, les États-Unis ont tout intérêt à ce que l'anglais soit la langue dominante. Car l'anglais se compare à un cheval de Troie qui avance sous les atours de la séduction du consumérisme et qui fait de nous ses complices volontaires. On se place en état de subordination en acceptant une supériorité de l'anglais, en le présentant comme une langue indispensable pour la réussite. Ce qui correspond à ce qu'Albert Memmi appelle le "bilinguisme colonial", où l'anglais devient la langue essentielle, tandis que la langue maternelle est réservée de plus en plus à un usage local. »

## Comment voyez-vous l'avenir du français dans ce contexte ?

« L'avenir d'une langue comme le français, dans le contexte de la mondialisation culturelle, tient à son utilité dans les secteurs d'avenir. Il ne tient pas au fait que ce serait la langue de la liberté ou des droits de l'homme, pas plus qu'il ne suit automatiquement l'évolution démographique. Il faut que le français soit langue de travail, d'enseignement, de recherche, des affaires, des communications. Or le français perd du terrain dans ces secteurs. À Montréal, on enseigne de plus en plus en anglais à l'université. À Paris, un récent colloque réunissait 200 personnes, dont trois des sept intervenants anglophones pouvaient parler français. Pourtant, tout s'est tenu en anglais. Il y a 30 ans, 7% des documents de l'Union européenne étaient pro-

duits en anglais. Aujourd'hui, c'est 75%. On crée ainsi une dynamique qui se nourrit elle-même. Les revues scientifiques en anglais ne publient même plus un résumé dans d'autres langues. Il y a une conséquence énorme à cela, ce que j'appelle le risque d'incompréhension radicale : comment les Anglo-Saxons sont-ils préparés à comprendre le monde quand ils ignorent tout ce qui n'est pas produit et diffusé en anglais ? Et comment les États-Unis, s'ils se définissent comme le centre du monde, peuvent-ils comprendre les autres autrement que dans une logique de puissance ? Quant au français, s'il ne réussit pas à s'affirmer comme langue internationale utile qui compte pour l'avenir, malgré tous les beaux discours qu'on pourra faire, sa place est menacée. »

## Comment pouvons-nous réagir intelligemment à ces enjeux ?

« La première chose à faire est de prendre conscience de leur réalité et de leur importance. Deuxièmement, il ne faut pas tomber dans l'illusion globalitaire en s'imaginant que la réduction des différences culturelles représente une avancée de la civilisation. Au contraire, comme c'est le cas au sein d'un écosystème naturel qui vit de sa diversité, l'humanité et les cultures se nourrissent des différences. Comme le disait Paul Ricœur, le langage comme l'humani-

té n'existent qu'au pluriel. De plus, la responsabilité d'une langue n'est pas une affaire individuelle. C'est une responsabilité sociale et politique, notamment celle des élites. Par exemple, un chercheur qui a été payé par des fonds publics pour étudier en français et qui publie principalement en anglais manque, à mon sens, à sa responsabilité sociale. Et penser qu'on peut laisser aller les choses, alors qu'il s'agit d'un rapport de force, est d'une naïveté qui constitue une grave erreur politique. De plus, la Francophonie, qui a une importance vitale, au lieu de consacrer son énergie à des enjeux qui ne lui sont pas spécifiques, comme le commerce ou l'environnement, doit se concentrer sur le cœur de sa mission, qui est plutôt lié à son fondement linguistico-culturel, et élaborer des réponses à la mondialisation culturelle en cherchant à répondre à cette question cruciale : que voulons-nous faire ensemble pour assurer l'avenir des parlants français ? Cela passe notamment, à mon avis, par la création d'un espace médiatique commun qui permettra aux citoyens de la Francophonie de se voir, de s'entendre et de se parler, alors qu'actuellement ils connaissent mieux Hollywood qu'ils ne se connaissent les uns les autres. »

Collaboratrice  
Le Devoir

Projets de recherche,  
manifestations scientifiques  
et mobilité

le Bureau des Amériques de l'AUF  
soutient les jeunes dans la  
Francophonie universitaire !

AGENCE  
UNIVERSITAIRE  
DE LA FRANCOPHONIE

Bureau des Amériques



www.auf.org/ameriques

Info : ameriques@auf.org

# SPECTACLES GRATUITS



## LE MONDE SUR LE BOUT DE LA LANGUE

ORGANISATION INTERNATIONALE DE  
**la francophonie**

### ET PLUS ENCORE! DU 2 AU 5 JUILLET

Spectacles, projections, contes, cabaret littéraire...  
Des événements seront présentés tout au long de la semaine dans ces sites :

- LA CHAPELLE DU MUSÉE DE L'AMÉRIQUE FRANÇAISE
- LE MUSÉE DE LA CIVILISATION – AUDITORIUM ROLAND-ARPIN
- L'AMPLI DE QUÉBEC
- LE CERCLE
- LE THÉÂTRE PETIT CHAMPLAIN – MAISON DE LA CHANSON
- LA SALLE MULTI DE MÉDUSE

### CENTRE DES CONGRÈS LES 3, 4 ET 5 JUILLET, 10H À 17H

Venez aussi nous visiter au Centre des congrès de Québec :  
expositions, jeux, dédicaces d'auteurs et présentations des actions  
de coopération de la Francophonie à travers le monde.

Vous y découvrirez notamment **L'ESPACE DE LA FRANCOPHONIE**,  
un rendez-vous incontournable regroupant :

- L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
- L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCOPHONIE
- ET LES OPÉRATEURS
  - L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE
  - TV5MONDE
  - L'UNIVERSITÉ SENGHOR
  - L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES

LES MOTS DITS  
**SOIRÉE SLAM**  
LE 2 JUILLET, 21 H  
AU PARC DE LA FRANCOPHONIE

GRAND CORPS MALADE  
QUEEN KA  
FABRICE KOFFY  
SOULEYMANE DIAMANKA  
SAMIAN  
IVY

SYMPHONIE FRANCOPHONE  
**ORCHESTRE DE  
LA FRANCOPHONIE**  
LE 3 JUILLET, 21 H  
AU PARC DE LA FRANCOPHONIE

MARIE-JOSÉE LORD  
JACQUES-GREG BELOBO  
BRUNO PELLETIER

**RYTHMES  
DU MONDE  
FRANCOPHONE**  
LE 4 JUILLET, 21 H  
AU PARC DE LA FRANCOPHONIE

KAREYCE FOTSO  
LYNDA THALIE  
BÉLO  
DIDIER AWADI  
ÉLAGE DIOUF

ANIMATION URBAINE  
SUR 5 GRANDES ARTÈRES  
COMMERCIALES DE LA VILLE  
DU 2 AU 6 JUILLET

Le rendez-vous est donné sur **L'AVENUE CARTIER**,  
**LA GRANDE ALLÉE**, **LA RUE SAINT-VALLIER**, **LA 3<sup>E</sup> AVENUE**  
à Limoilou et la **RUE RACINE**!

POUR TOUS LES DÉTAILS, VISITEZ LE :  
[forumfrancophonie2012.org](http://forumfrancophonie2012.org)

Québec

Canada

VILLE DE QUÉBEC

Entente de développement culturel  
VILLE DE QUÉBEC

COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE  
Québec

Caisse de dépôt et placement  
du Québec

New Brunswick  
CANADA

RioTintoAlcan

MERCI À LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE  
DU QUÉBEC DE NOUS ACCUEILLIR AU PARC DE LA FRANCOPHONIE.